

a. Informations de base et Identification du Programme conjoint

<p>Date de soumission :15/07/2011 Soumis par : PNUD Nom : Coumba Mar Gadio Titre : Représentante Résidente du PNUD Organisation : PNUD Contact : PNUD-MAURITANIE, 203, rue 42-133, Ilot K, (en face du Commissariat de Tevragh-Zeina) Nouakchott - Mauritanie Tel: +222 525 2409 Fax: +222 525 2616 Email : registry.mr@undp.org Tel : +222 7263006</p>	<p>Pays et fenêtre thématique: Mauritanie Environnement & Changements Climatiques</p>
<p>N° de Projet MDTF/Atlas: MDGF-1724-E-MRT 00067163 Titre: Gestion locale de l'environnement et principales orientations dans le processus de planification Composante LCD/ GRN (lutte contre la désertification et gestion des ressources naturelles)</p>	<p>Numéro du rapport : 7 Période de rapport : juillet à décembre 2011 Durée du programme : 3 ans Date officielle de début : Août 2008 Date de clôture : Février 2012</p>
<p>Organisations des Nations Unies participantes PNUD, UNESCO , FAO , PAM, UNICEF, OMS, PNUÉ</p>	<p>Partenaires de réalisation¹ MINISTERES</p> <ul style="list-style-type: none"> • Délégué auprès du Premier Ministre chargé de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD) • Hydraulique et de l'Assainissement (MHA) • Affaires Economiques et du Développement • Santé • Finances • Développement Rural <p>Société civile Acteurs locaux Comités villageois</p>

Les informations financières communiquées doivent inclure les frais généraux, les frais de S&E et autres frais associés.

¹ Veuillez mentionner tous les partenaires engagés dans la réalisation, les ONG, les Universités, etc.

Bilan du Budget US\$			
Montant total approuvé pour le budget	PNUD:	1 430 963	
	UNESCO :	525 199	
	FAO:	1 008 409	
	PAM:	693 280	
	UNICEF:	695 382	
	OMS:	289 923	
	PNUE:	356 844	
	Total:	5 000 000	
Montant total transféré à ce jour	PNUD:	1 430 963	
	UNESCO :	525 199	
	FAO:	1 008 409	
	PAM:	693 280	
	UNICEF:	695 382	
	OMS:	289 923	
	PNUE:	356 844	
	Total:	5 000 000	
Budget total engagé à ce jour	PNUD:	1306811	91,32%
	UNESCO	457 455	87%
	FAO:	977 596	97%
	PAM:	693 280	100%
	UNICEF:	695 382	100%
	OMS:	277 562	96%
	PNUE :	245 862	68%
	Total:	4 653 948	93%
Budget total dépensé à ce jour	PNUD:	1293239	90,37%
	UNESCO	394 387	75%
	FAO:	907 368	90%
	PAM:	693 280	100%
	UNICEF:	695 382	100%
	OMS:	250 708	86%
	PNUE:	215 862	60%
	Total:	4 450 226	89%

BENEFICIAIRES

Bénéficiaires directs : « Individus, groupes ou organisations qui bénéficient de l'action de développement, directement ou non, intentionnellement ou non.

Type de bénéficiaire	Nombre d'institutions prévu	Nombre d'institutions à ce jour	Nombre de femmes prévu	Nombre de femmes à ce jour	Nombre d'hommes prévu	Nombre d'hommes à ce jour	Nombre d'individus prévu provenant de groupes	Nombre d'individus à ce jour provenant de groupes ethniques
Institutions nationales	5	5						
Institutions locales	35	35						
Zones urbaines			20 000	20006	17 000	20454	37000	45454
Zones rurales			28 000	30009	17 500	25000	45500	50015
Total	38	38	48000	50015	34500	45454	82500	95469

Bénéficiaires Indirects

Type de bénéficiaire	Nombre d'institutions prévu	Nombre d'institutions à ce jour	Nombre de femmes prévu	Nombre de femmes à ce jour	Nombre d'hommes prévu	Nombre d'hommes à ce jour	Nombre d'individus prévu provenant de groupes ethniques	Nombre d'individus à ce jour provenant de groupes
Institutions nationales	3	8						
Institutions locales	3	8						
Zones urbaines			38000	38779	30000	31729	68000	70508
Zones rurales			40000	40381	25000	26920	65000	67301
Total	6	16	78000	79160	55000	58649	133000	137809

b. Cadre de suivi du Programme conjoint

Résultats attendus (résultats et répercussions)	Indicateurs	Niveau de référence	Objectif global du PC	Réalisation de l'objectif à ce jour	Moyens de vérification	Méthodes de collecte (avec calendrier et fréquence indicatifs)	Responsabilités	Risques et hypothèses Risques :
Effet 1	Proportion de la population vivant avec moins de 1 dollar/jour : (CSLP 2006-2010)	Trarza: 37,1% Brakna 63,9% Assaba 56,0%	Trarza: 33,5% Brakna : 60,3% Assaba : 52,4%	Trarza: 37,1% Brakna : 63,9% Assaba : 56,0%	Profil de Pauvreté 2008			Insuffisance de l'implication des décideurs politiques, Adhésion limitée des institutions des autres secteurs au niveau central et régional Faiblesse des capacités nationales pour accompagner le pour accompagner processus AGIRE et la problématique pauvreté environnement Hypothèses : <ul style="list-style-type: none"> • L'eau est disponible en qualité et en quantité dans les aquifères des localités à forer. • L'exécution des travaux est conforme aux règles de l'art et dans les délais. • Les ONGs sont impliquées
	Proportion de la population ayant accès à l'eau potable	Assaba 60% Brakna 78,4% Trarza 86%	Assaba 69% Brakna 77,4% Trarza 95%	Assaba 60% Brakna 78,4% Trarza 86%	RAPPORTS MICS 2007	Enquête MICS		
	Proportion de personne ayant accès à des latrines et des pratiques d'hygiène adéquates	Assaba 6,7% Brakna 17,5% Trarza 60,3%	Assaba 13,6% Brakna 24,4% Trarza 67,7%	Assaba 6,7% Brakna 17,5% Trarza 60,3%	RAPPORTS MICS 2007	Enquête MICS		
Effet 1 Composante 1	Nombre de ménages ayant enregistré une amélioration de revenus dans les zones cibles	0	9000	6000	Rapport d'activités Rapport de mission	Mission Enquêtes Réunions	Comites villageois	
	Superficie aménagée ou restaurée dans la zone cible	70% dégradé	4500 Ha	4693 Ha	Rapport d'activités Rapport de mission	Mission Enquêtes Réunions	Comites villageois	
E1C1P1. écosystèmes des zones ciblées (littoral,	Superficie de gommier restaurée	0	750	800				

zones humides, forêts classées, gomméraires, et zones dégradées et ensablées) par le programme sont restaurées et les revenus des communautés améliorés et diversifiés (PNUD-PAM-UNSECO-FAO)	Nombre de forêts classées gérées participativement	0	3	3				
	Superficie des dunes mobiles stabilisées mécaniquement et fixées biologiquement	0	600 Ha	600 Ha				
	Nombre d'infrastructures socio conomiques protégés à la fin du programme	0	65 écoles, 14 postes de santé, 490 boutiques, 60 marchés, 260 points d'eaux	65 écoles, 14 postes de santé, 490 boutiques, 60 marchés, 260 points d'eaux				
	Nombre d'hectares sylvo pastoraux réhabilités et protégés contre les feux de brousse à la fin du programme.	0	200 Ha	295 Ha				
	Superficie de la mangrove du bas delta préservée et gérée de manière durable, participative et communautaire.	0	20 Ha	20 Ha				

	Nombre de coopératives villageoises et autres formes d'organisation communautaires développant des AGR dans les zones d'intervention et opérationnelles à la fin du programme.	0	15	18				
E1C1P2. Capacités des communautés et structures techniques sont renforcées	Nombre d'ONG et OCB capables de mettre en oeuvre des projets et programmes environnementaux à la fin du programme	0	20	20	Rapports de missions Rapports d'ateliers Rapports d'avancement des activités Rapports d'évaluations	Missions de suivi Ateliers de renforcement des capacités Evaluations périodiques Observation directe sur le terrain	PNUD (SGP), FAO, PAM, UNSECO, MDE, OSC	

	Nombre de comités de gestion opérationnels dans la zone à la fin du programme	0	200	155			
Effet 1 composante 2	Nombre de ménages ayant enregistré une amélioration de revenus dans les zones cibles	0	9000	9000	Rapport d'activités Rapport de mission	Mission Enquêtes Réunions	Comites villageois
	Gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) : Situation de référence non existante. Objet du présent projet	0	1	1	Rapports de mission, Rapports périodiques Rapports d'évaluations	Missions de suivi Ateliers de renforcement des capacités Évaluations périodiques Observation directe sur le terrain	PNUD (SGP), FAO, PAM, UNSECO, MDE, OSC
	-Nombre de personnes ayant accès l'eau potable	0	25000	28 000	Rapport d'activités périodes Rapport de mission suivi	Missions de suivi et supervision d'activités, Meetings, Réunions Ad- hoc	UNICEF/ MHA MS

	-Nombre de ménages supplémentaire disposant de latrines	0	5000	6500	Rapport d'activités périodes Rapport de mission suivi	Missions de suivi et supervision d'activités, Meetings, Réunions Ad- hoc	UNICEF/ MS
P1. La gouvernance du secteur de l'eau est améliorée au sein de la wilaya du Trarza.	Le comité permanent du conseil national de l'eau (CPCNE) est opérationnel et le CNE a validé AGIRE et a adopté la stratégie GIRE	0	1	1	Rapport d'activités périodes Rapport de mission suivi	Missions de suivi et supervision d'activités, Meetings, Réunions Ad- hoc	MHA/PNUD
	-Les capacités et moyens des institutions intervenantes ont été renforcés	0	3	3	Rapport d'activités périodes Rapport de mission suivi	Missions de suivi et supervision d'activités, Meetings, Réunions Ad- hoc	MHA/PNUD
	-Les informations études et connaissances existantes sur les ressources en eau ont été rassemblées, organisées et analysées	0	1	1	Rapport d'activités périodes Rapport de mission suivi	Missions de suivi et supervision d'activités, Meetings, Réunions Ad- hoc	MHA/PNUD

	Une approche stratégique pour la GIRE et son plan d'action prioritaire à court terme a été formulé et adopté par le CNE et le CPCNE	0	1	1	Rapport d'activités périodes Rapport de mission suivi	Missions de suivi et supervision d'activités, Meetings, Réunions Ad- hoc	MHA/PNUD
P2. La gestion durable des ressources hydriques est effective au plus près des usagers locaux au sein de la wilaya du Trarza, à travers le comité régional de l'eau	Nombre de structures supplémentaires du MHA renforcées (SRH est renforcée et le CRE est mis place et opérationnel);	0	2	1	Rapport d'activités périodes Rapport de mission suivi	Missions de suivi et supervision d'activités, Meetings, Réunions Ad- hoc	MHA/PNUD
	Nombre de wilaya dont les besoins prioritaires en connaissances des ressources en eau sont définis	0	2	2	Rapport d'activités périodes Rapport de mission suivi	Missions de suivi et supervision d'activités, Meetings, Réunions Ad- hoc	MHA/PNUD/C NRE
	Nombre de dispositifs communaux et régionaux de collecte, traitement et échanges de données socio-économiques de base mis en place et opérationnels	0	1	0	Rapport d'activités périodes Rapport de mission suivi	Missions de suivi et supervision d'activités, Meetings, Réunions Ad- hoc	MHA/PNUD/C NRE
P3. L'aide à la décision est améliorée pour une gestion durable de la	La faisabilité du SIREM a été étudiée.	0	1	1	Rapport d'activités périodes	Missions de suivi et supervision	MHA/PNUD/C NRE

ressource en eau, des infrastructures et des services.	Le SIREM couplé à un SIG est mis en place et fonctionnel				Rapport de mission suivi	d'activités, Meetings, Réunions Ad- hoc	
	MAURI Info est mis en place et fonctionnel	0	1	0	Rapport d'activités périodes Rapport de mission suivi	Missions de suivi et supervision d'activités, Meetings, Réunions Ad- hoc	MHA/PNUD/C NRE
	Les atlas sur les ressources en eau sont élaborés et diffusés	0	1	0	Rapport d'activités périodes Rapport de mission suivi	Missions de suivi et supervision d'activités, Meetings, Réunions Ad- hoc	MHA/PNUD/C NRE
P4. Les populations des communes ciblées appuyées par les structures techniques décentralisées de l'administration ont un accès durable à une eau potable à des conditions d'assainissement adéquate et adoptent de bonnes pratiques d'hygiène	-Nombre de personnes ayant accès l'eau potable	0	25 000	28 000	Rapport d'activités périodes Rapport de mission suivi	Missions de suivi et supervision d'activités, Meetings, Réunions Ad- hoc	UNICEF/ MHA MS
	-Nombre de ménages supplémentaire disposant de latrines	0	5 000	6500	Rapport d'activités périodes Rapport de mission suivi	Missions de suivi et supervision d'activités, Meetings,	UNICEF/ MS

						Réunions Ad- hoc	
Nombre des mères supplémentaires se lavant les mains avec du savon avant de préparer les repas, après avoir changé les couches des enfants (bl, ND; cible 5000)	0	5 000	3 500	Rapport d'activités périodes Rapport de mission suivi	Missions de suivi et supervision d'activités, Meetings, Réunions Ad- hoc	UNICEF/ MHA MS	
Nombre de plans d'action de santé environnementale élaborés et mis en œuvre	0	1	0	Rapport d'activités périodes Rapport de mission suivi	Missions de suivi et supervision d'activités, Meetings, Réunions Ad- hoc	UNICEF/ MHA MS	
Nombre de centres de santé disposant d'incinérateurs pour l'élimination des déchets biomédicaux Dans les wilayas cibles	0	6	6	Rapport d'activités périodes Rapport de mission suivi	Missions de suivi et supervision d'activités, Meetings, Réunions Ad- hoc	OMS/ MS	
Nombre d'Ecole bénéficiant de l'initiative CEH dans les wilayas cibles	0	9	9	Rapport d'activités périodes Rapport de mission suivi	Missions de suivi et supervision d'activités, Meetings, Réunions Ad- hoc	OMS/MS	

	Nombre de centres de santé disposant de kits de contrôle qualité eau/aliment et de personnel formé dans les wilayas cibles	0	6	8	Rapport d'activités périodes Rapport de mission suivi	Missions de suivi et supervision d'activités, Meetings, Réunions Ad- hoc	OMS/MS	
P5 les capacités des communautés locales et des OSC sont améliorées à travers une gestion participatives des ressources locales en eau et de l'environnement	Nombre de dépressions naturelles aménagées	0	3	2	Rapport d'activités de l'ONG El gad essihi Rapport de mission suivi PNUD/SGP Contrat signé ONG Arde	Mission de suivi et supervision d'activités. 	Comité de gestion/ONG el Gad essihi/PNUD/SGP 	
	Nombre de carrières valorisées dans les zones cibles	0	3	2	Rapport d'activités l'ONG EGIRE Rapport de mission suivi PNUD/SGP Contrat signé Ong Ardag Rapport d'activité de l'ONG ARDAG Rapport de suivi PNUD/SGP	Mission de suivi et supervision d'activités. 	Comité de gestion/ONG Egire/PNUD/SGP 	

	Nombre de d'adductions d'eau réalisées dans les zones cibles	0	5	3	Rapport d'activité de l'ONG ADSE Rapport de suivi PNUD/SGP	Mission de suivi et supervision d'activités.	Comité de gestion/ONG ARDRAG/PNUD/SGP
					Rapport d'activité de l'ONG EL GAD Essihi Rapport de suivi PNUD/SGP	Mission de suivi et supervision d'activités.	Comité de gestion/ONG ARDRAG/PNUD/SGP
	Nombre de sites pratiquant les cultures hors sol dans les zones cibles	0	5	5	Rapport d'activité de l'ONG ASPOM Rapport de suivi PNUD/SGP	Mission de suivi et supervision d'activités.	Comité de gestion/ONG ASPOM/PNUD/SGP
				Rapport d'activité de l'ONG Vision du sud Rapport de suivi PNUD/SGP	Mission de suivi et supervision d'activités.	Comité de gestion/ONG Vision du sud /PNUD/SGP	
Nombre de ménages ayant enregistré une amélioration des revenus dans les zones cibles	0	9000	6000	Rapport d'activités Rapport de mission	Mission Enquêtes Réunions	Comites villageois	

Effet 2 :								Risques :
Les capacités nationales sont renforcées pour assurer une meilleure prise en compte des défis environnementaux dans les processus de planification								
P1. L'état des lieux au niveau des zones d'intervention et les liens pauvreté – environnement sont mieux appréhendés	- Nombre d'écosystèmes dont les services et produits ont été évalués	0	3	4	Rapports	PV Réunions, comptes rendus, Visites, Consultations, Revues périodiques et enquêtes	PNUD – PNUE/MDE	<p>Insuffisance de l'implication des décideurs politiques,</p> <p>Adhésion limitée des institutions des autres secteurs au niveau central et régional</p> <p>Faiblesse des capacités nationales pour accompagner le processus AGIRE et la problématique pauvreté environnement</p>
	Nombre de bénéficiaires locaux directs ciblés	4	12	12	Base des données pauvreté environnement			
	- Nombre d'indicateurs intégrés dans la base de données thématique P/E	0	10	7				
	Nombre d'indicateurs intégrés dans le CSLP	0	2	2	Baseline survey			
P2. Les outils et mécanismes pour l'intégration de la dimension environnementale dans les processus de planification nationaux et décentralisés sont développés	- Nombre d'évaluations environnementales utilisées	1	4	4	Rapports	PV Réunions, comptes rendus, Visites, Consultations, Revues périodiques et enquêtes	PNUD – PNUE/MDE	<p>Hypothèses :</p> <p>L'eau est disponible en qualité et en quantité dans les aquifères des localités à forer.</p> <p>L'exécution des travaux est conforme aux règles de l'art et dans les délais.</p> <p>Les ONGs sont impliquées dans la mise en œuvre et le suivi du programme</p>
	Nombre d'EES mis en œuvre	0	4	4	Baseline survey			

								Les bénéficiaires acceptent de changer leurs comportements et adoptent de bonnes pratiques de développement durable
P3. Les capacités nationales pour une meilleure gestion de la problématique pauvreté environnement sont renforcées	Nombre d'experts formés en matière d'évaluation environnementale	6	50	50	Rapports	PV Réunions, comptes rendus, Visites, Consultations, Revues périodiques et enquêtes	PNUD – PNUE/MDE	Le gouvernement montre une volonté politique pour renforcer la décentralisation effective de la gestion durable des ressources naturelles
	Appropriation nationale pour l'obtention des produits	0	6	5	Base des données pauvreté environnement t	Baseline survey	PNUD – PNUE/MDE	La stratégie AGIRE est adoptée par le gouvernement Bonne collaboration des parties prenantes Implication et appropriation du programme par le gouvernement et les communautés locales Absence de catastrophes naturelles dans les zones d'intervention

c. Cadre de résultats du programme conjoint et informations financières

Effet 1 :										
Résultat du PC : composante1.effet1 : La gestion durable des ressources naturelles, l'accès à l'eau potable, un assainissement de base adéquat, et de bonnes pratiques d'hygiène sont améliorés à travers la mise en œuvre d'un portefeuille de projets environnementaux participatifs et de lutte contre la pauvreté										
Résultats du programme	Activité	ANNÉE			AGENCE DE L'ONU	PARTIE RESPONSABLE	État d'avancement estimé de la mise en œuvre			
		A1	A2	A3			NATIONAL/LOCAL	Montant total prévu pour le PC	Montant affecté total estimé	Montant déboursé total estimé
P1. écosystèmes des zones ciblées (littoral, zones humides, forêts classées, gomméraires, et zones dégradées et ensablées) par le programme sont restaurées et les revenus des communautés améliorés et diversifiés	1.1.1 Régénération de 750 ha gommier et plantes fourragères (ha)	300	300	200	FAO	MDEDD/ONGs/ comités de gestion villageois	911075	726542	673765	92,73%
	1.1.2. Fixation des dunes sur 600 ha de dunes vives et mobiles	251	125	224	PAM	MDEDD/ONGs/ comités de gestion villageois	407118	407118	407118	100%
	1.1.3. Mise en défens sur 200 ha d'espaces sylvo-pastoraux	155	110	30	PAM	MDEDD/ONGs/ comités de gestion villageois	180335	180335	180335	100%
	1.1.3 . Gérer de façon participative 3 forêts classées dans les trois régions	1	--	2	PNUD/SGP	MDEDD/ONGs/ comités de gestion villageois	105 000	110 000	60 000	54,5%
	1.1.4 Régénération de 150 ha de forêt de mangroves au niveau du Delta du fleuve du Sénégal	10 ha	10 ha		UNESCO	MDEDD/ ONGs/	525,199	371,342	354,308	71%

	Valoriser des espèces forestières et fourragères au niveau du delta du fleuve Sénégal	1	2	1	PNUD/SGP	MDEDD/ONGs/ comités de gestion villageois	120 000	26 774	24 321	90%
P2. Capacités des communautés et structures techniques sont renforcées	1.2.1 Renforcer les capacités locales par des ateliers de formation sur les techniques d'aménagement sylvo-pastoraux et aménagement du gommier	6	6	6	FAO	MDEDD/ONGs/com ités de gestion villageois	15116	15000	15004	99,25%
	1.2.2 Organiser des sessions de renforcement des capacités des OSC en gestion de l'environnement Organiser deux visites d'échanges intercommunautaires/				FAO	MDEDD/ONGs/com ités de gestion villageois	16247	15000	15000	92,32%
	1.2.3. Formation sur les techniques de gestion des coopératives				PAM	MDEDD/ONGs/com ités de gestion villageois	60472	60472	40147	66,38%

Résultat du PC : Composante 2. effet1 :

La gestion durable des ressources naturelles, l'accès à l'eau potable, un assainissement de base adéquat, et de bonnes pratiques d'hygiène sont améliorés à travers la mise en œuvre d'un portefeuille de projets environnementaux participatifs et de lutte contre la pauvreté

Résultats du programme	Activité	ANNÉE		AGENCE DE L'ONU		PARTIE	État d'avancement estimé de la mise en œuvre			
		A1	A2	A3		NATIONAL/LOCAL	Montant total prévu pour le PC	Montant affecté total estimé	Montant déboursé total estimé	Taux d'exécution estimé du budget (%)
P1. La gouvernance du secteur de l'eau est améliorée au sein de la wilaya du Trarza.	Renforcement des capacités des institutions impliquées dans le secteur de l'eau	xxx			PNUD	MHA	50000	50000	93286	40%
	Appui au conseil national de l'eau pour appuyer la GIRE	xxxx			PNUD	MHA	20 000	20 000	0	0%
	Etat des lieux et définition d'options de réponse dans le secteur de l'eau		xxx			MHA		41700	12472	
P2. La gestion durable des ressources hydriques est effective au plus près des usagers locaux au sein de la wilaya du Trarza, à travers le comité régional de l'eau	Renforcement des capacités du service régional de l'eau		xxx		PNUD /MHA	MHA	6000	0	0	0%
	Inventaire des besoins prioritaires en matière de connaissance du secteur de l'eau et système de suivi		xxx		PNUD	MHA	4000	21450	4294	20%

	Formulation & validation de propositions stratégiques pour la régionalisation du code de l'eau et de la GIRE	xxxxx			PNUD	MHA	25000	25000	25 000	100%
P3. L'aide à la décision est améliorée pour une gestion durable de la ressource en eau, des infrastructures et des services	Elaboration de modules SIREM liés à un SIG		xxxx		PNUD	MHA	70000	70000	10 000	14%
P4. Les populations des communes ciblées appuyées par les structures techniques décentralisées de l'administration ont un accès durable à une eau potable à des conditions d'assainissement adéquate et adoptent de bonnes pratiques d'hygiène	Faciliter l'accès à l'assainissement individuel de moins 4000 ménages et améliorer leurs pratiques d'hygiène	xxxx	xxxx		UNICEF	Mairie de Rosso, DRASS Rosso	86 390	100 326	93 567	108%
	Construction de 4 mini AEP	xx	xxx		UNICEF	GRET/ GENECE	387 691	387 689	387 689	13%
	Renforcer les capacités des partenaires pour le suivi et la supervision des activités	xxx			UNICEF	Mairie de Rosso	142 934	129 000	135 759	95%

	Elimination des déchets biomédicaux des centres de santé	0	6	0	OMS	MS/MEDD/Mairie	60 000	60 000	67 000	110%
	Promotion de la santé environnementale en milieu scolaire	3	3	3	OMS	MS/MEDD/Mairie	82853	82853	82842	99,9867%
	Acquisition de kits laboratoire mobiles pour le contrôle de la qualité des aliments et de l'eau	8	0	0	OMS	MS/MEDD/Mairie	118708	118708	118350	99,70%
P5 les capacités des communautés locales et des OSC sont améliorées à travers une gestion participatives des ressources locales en eau et de l'environnement.	Aménager 3 dépressions naturelles au	1	1		PNUD/SGP	ONG/ Association EL Ghad El Essihi/ARDE	60 000	34 876	34876	100%
	Valoriser trois carrières pour la	1	1		PNUD/SGP	ONG/ EGIRE/ARDAGComit	45 000	49 990	47088	94 ,36%
	Aménager des muni-adductions d'eau Brakna et Assaba		2	1	PNUD/SGP	ONG/Association elveth /Ghad Elssihi/ADSEComités villageois	90 000	62 966	57000	90 ,52%
	Vulgariser les cultures hors sols (Assaba et Brakna)		2		PNUD/SGP	Vision du SUD/ASPOM/Comités villageois	45 000	30 000	26000	86 ,66%
Effet 2 :										
Les capacités nationales sont renforcées pour assurer une meilleure prise en compte des défis environnementaux dans les processus de planification										
Résultats du programme	Activité	ANNÉE			AGENCE DE L'ONU	PARTIE	État d'avancement estimé de la mise en œuvre			
		A1	A2	A3						

P1. L'état des lieux au niveau des zones d'intervention et les liens pauvreté – environnement sont mieux appréhendés	1.1.1 Évaluation environnementale stratégique des secteurs du développement rural, de l'Hydraulique et de la Santé	1	3	0	PNUD / PNUE	MEDD	54000	54000	54000	100 %
P2. Les outils et mécanismes pour l'intégration de la dimension	Développement du PALE – agenda 21	0	3	0	(PNUD / PNUE / MDE)	MEDD	75000	75000	106573	142%
P3. Les capacités nationales pour une meilleure gestion de la problématique pauvreté environnement sont	Définir les mécanismes de concertation autour de l'intégration pauvreté environnement Sensibilisation et formation		xxx		PNUD / PNUE	MEDD	15000	15000	0	0%
	Ressources documentaires		xxx	Xxx	PNUD / PNUE	MEDD	60000	60000	0	0%

Section II: Progrès du Programme conjoint

Progrès au niveau des effets:

- **Effet 1 :**

Le couvert végétal a augmenté significativement grâce à la conservation et à la régénération de centaines d'hectares. On assiste à la réduction de l'incidence des maladies diarrhéiques consécutivement à l'accroissement de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans la zone cible. De plus le revenu des ménages a connu une légère augmentation du fait des AGR implantées dans la zone.

- **Effet 2 :**

La planification au niveau national reprends (plan de solidarité 2010-2011) et étend les activités de la composante 1 du PC MDGF 1724 (gestion participative de 10 forêts classées, fixation de dunes et régénération du gommier). Le plan régional de lutte contre la pauvreté en cours de validation prends en compte la dimension environnementale. « la valorisation de l'Environnement comme bien économique » est un domaine prioritaire de l'axe 2 du nouveau CSLP : « Ancrage de la croissance dans la sphère des pauvres ». On assiste donc à une meilleure prise en compte de l'Environnement dans les Orientations politiques au niveau national et local.

Progrès au niveau des résultats:

- **Effet 1 :**

Les populations de 155 sites de 16 moughataas encadrées par 30 ONG et les services techniques départementaux de l'environnement dans les zones cibles participent activement à la régénération de leur milieu naturel. Malgré un déficit pluviométrique, x plants ont été produits en pépinière et plantés. Permettant ainsi la restauration de 5093 Ha de surfaces dégradées. 58 villageois ont été formés et sensibilisés à l'importance et au plus-value de la Mangrove dans l'environnement du PND, dont certains avaient déjà suivi la première phase de reboisement et la première formation. Une cartographie de la mangrove a été réalisée. 10 000 plants de mangroves ont été plantés au niveau du PND.

Par ailleurs, 65 écoles, 14 postes de santé, 490 boutiques, 60 marchés, 260 points d'eaux, des habitats traditionnels ou modernes et près de 5800 Ha surfaces agricoles sont protégés grâce à la fixation biologique de 600 Ha de dunes vives et mobiles. Plus de 6500 latrines ont été auto construites et 68 personnes (partenaires gouvernementaux, société civile, maçons, etc.) ont été formées sur des sujets pratiques en rapport avec cette thématique. Plus de 240 sites du Trarza ont été certifiés libre de défécation à l'air libre ce qui contribue à l'amélioration de l'accès à l'assainissement en milieu rural qui n'est que de 13% (MICS 2007).. Près de 6000 ménages ont vu croître leur revenus et 28 000 personnes ont un accès pérenne à l'eau potable dans la zone d'intervention. L'implantation du réseau de laboratoires d'analyse de l'eau piloté par l'Institut National de recherches en santé publique (INRSP) est en voie dans la zone cible. mais le mapping des zones les plus vulnérables en matière de qualité de l'eau n'a pu être mis en œuvre, par contre une cartographie de la qualité de l'eau de boisson a été réalisée pour 6 des 13 régions que comptent le pays. Les nuisances environnementales et risques liés aux déchets biomédicaux ont trouvé une solution simple et adéquate par la construction de 06 incinérateurs type De Montfort amélioré. plus 6.346 élèves, 96 élus/enseignants/Associations des Parents d'Elèves et 52 vendeurs d'aliments à proximité des établissements ont été formés à l'hygiène et l'assainissement.

Progrès au niveau des résultats:**- Effet 2**

Les évaluations environnementales stratégiques, pour les secteurs de l'eau, de l'agriculture, de l'élevage et de la santé, sont réalisées. Il en est de même pour les évaluations intégrées de 4 écosystèmes humides (parc national du Diawling, mare de Boubleyine, lac d'Aleg et mare de Kankossa).

Trois agendas 21, élaboré selon une approche participative et intégrée, ont été finalisés et validés. Ils concernent les départements de Kiffa, d'Aleg et de Kankossa. Des tables rondes sur les mécanismes de mise en œuvre de ces agendas 21 ont été réalisées. Ces rencontres ont permis de regrouper les principaux acteurs du développement local à l'échelle de chacune des moughataâs. Ces ateliers ont aussi permis de mettre en cohérence différents programmes intervenant dans les mêmes zones (approches ART-GOLD et PRLPs).

Enfin une cinquantaine de cadres mauritaniens, dont 35 sont issus des différents secteurs de l'administration publique et 15 de la société civile et du secteur privé, ont pu être formés sur les principes et les approches de l'intégration de l'environnement dans les politiques publiques et sur les évaluations environnementales comme instrument de cette intégration.

Par ailleurs, une stratégie d'intégration de l'environnement dans les politiques publiques est en cours d'élaboration. Elle vise à contribuer au changement des mentalités et de comportements des générations actuelles et futures vis-à-vis des questions d'environnement et de développement durable. Enfin, une ONG spécialisée en matière d'éducation environnementale a été recrutée pour traduire et illustrer les résultats obtenus dans le cadre du projet APE sous formes d'outils didactiques ciblant les curricula de l'enseignement fondamental.

Prendre des mesures pour le Durabilité de programme conjoint:

La pérennisation des impacts sera assurée avec des appuis ciblés pour le renforcement des institutions et la formation des ressources humaines au sein des institutions existantes afin que tous les acteurs nationaux progressent ensemble dans la réflexion et enrichissent leurs connaissances mutuelles tout en s'appropriant pleinement le processus.

C'est ainsi qu'un atelier de renforcement des capacités des ONGS en gestion participative a été organisé., les comités de pilotage régionaux ont été appuyés pour devenir des instruments de gestion technique des questions environnementales au niveau régional. Il faut noter que les comités villageois mis en place pour la mise en œuvre des activités de gestion des ressources naturelles seront institutionnalisés et généralisés.

Par ailleurs, un atelier pour élaborer une stratégie de sortie du programme aura lieu au courant du mois de janvier 2012 et 2 points focaux partagerons les leçons apprises du programme avec les autres programmes MDGF.

Un plaidoyer pour le développement de mécanismes de mobilisations financières pour la gestion des acquis du programme et leurs généralisation se fait en direction du gouvernement, des PTF et le secteur privé opérant en Mauritanie. Il se fait par le biais de la sensibilisation aux problématiques environnementales et leurs liens avec le développement économique et social. Il faut noter que l'ONG AGREEM est membre du comité de gestion du programme et à ce titre participe aux discussions et orientations stratégiques au nom de la société civile.

Afin de conduire l'évaluation finale du programme, un consultant a été sélectionné au terme d'un long processus. Pour des raisons de calendrier, le consultant retenu ne pourra malheureusement débiter sa mission qu'à partir du 1er avril 2012. Toutefois, une reprise du processus de recrutement conduirait à un retard important sans aucune garantie de succès. Dans ce contexte, les agences d'exécution du programme, en collaboration avec la partie nationale, demandent une extension sans coût de programme de six (6) mois (à partir du 15 février 2012) pour mener à bien le processus d'évaluation finale.

Si applicable, quelles sont les causes des difficultés rencontrées? Veuillez cocher l'option la plus pertinente

b.

- Coordination des agences des NU
- Coordination avec le gouvernement
- Coordination au sein du(des) gouvernement(s)
- Difficulté administrative (achats, etc.), financière (gestion des fonds, disponibilité, révision du budget, etc.)
- Gestion : 1. Gestion de l'activité et de la réalisation 2. Gouvernance 3. Prise de v décision 4. Responsabilisation
- Conception du Programme conjoint

c.

- Difficulté externe au Programme conjoint (risques et hypothèses, élections, désastre naturel, troubles sociaux, etc.)
- Autre difficulté. Veuillez préciser: Instabilité politique

- a. Veuillez décrire brièvement (en 250 mots) les difficultés réelles rencontrées par le Programme conjoint. Décrivez ces difficultés par rapport au plan du Document du Programme conjoint. Essayez de décrire des faits en évitant les interprétations ou les opinions personnelles.

Le programme a souffert d'une instabilité politique à son démarrage, ce qui a entraîné un retard dans sa mise en œuvre. En raison de son caractère novateur, mais complexe, des problèmes de coordinations ont surgi, ce qui a eu un impact sur le caractère conjoint du programme. Des retards ont été aussi notés dans le transfert des fonds et la programmation annuelle.

- b. Veuillez décrire brièvement (en 250 mots) les difficultés externes au Programme conjoint (Non causées par le Programme conjoint) qui ralentissent la mise en œuvre. Essayez de décrire des faits en évitant les interprétations ou les opinions personnelles.

Veuillez décrire brièvement (en 250 mots) les mesures projetées pour éliminer ou atténuer les difficultés

- Le programme conjoint souffre de l'instabilité politique et de la réorganisation récurrente du ministère de tutelle (la Mauritanie a connu 8 Ministres de l'Environnement depuis le début du programme en 2008).

décrives ci-dessus (b+C). Essayez le plus possible d'être précis dans vos réponses.

La revue annuelle du programme a tenu compte des recommandations issues de l'évaluation à mi-parcours du programme. Le plan d'amélioration a été pris en compte pour la programmation financière et technique de l'année 3. Le programme œuvre à renforcer la stabilité du pouvoir central à travers le plaidoyer. Les CPR (comité de pilotage régionaux) ont été créés. Une meilleure concertation entre les différents partenaires est assurée pour la coordination des activités. Les sites d'interventions de la composante 1 ont été conjointement identifiés en avril –mai 2011

a. Coordination Inter-Agence et Unité dans l'Action

Le Programme conjoint dans son ensemble reste-t-il dans la ligne du PNUAD? Veuillez cocher la bonne réponse

Oui Non

- Si non, comment le Programme conjoint s'intègre-t-il aux stratégies de développement propres au pays?

Oui Non

Si non, veuillez expliquer:

Quels types de mécanismes de coordination et de décisions ont été mis en place pour assurer un processus et une(des) réalisation(s) conjoint(es)? Les différents programmes conjoints du pays assurent-ils une coordination entre eux? Veuillez répondre aux questions ci-dessus mentionnées et y ajouter tous autres commentaires pertinents (en 250 mots):

- Coordinateur APE pour PNUD/PNUE aussi bien pour l'aspect technique que financier
- Expert FAO/PAM pour la mise en œuvre conjointe des activités PAM/FAO
- Expert en Suivi-Évaluation pour appuyer le suivi au quotidien de la mise en oeuvre des activités
- CGP pour le suivi régulier
- CDN pour la supervision globale
- Coordinateur international pour assurer la synergie entre tous les PC MDG-F
- pour ce qui concerne l'axe Environnement et Changement Climatique, L'élaboration de l'UNDAF 2012-2016 se fait au tour des acteurs du programme MDG F 1724

Veillez indiquer les valeurs de chaque catégorie du tableau d'indicateurs ci-dessous:

Indicateurs	Référence	Valeur actuelle	Sources de vérification	Méthodes de collecte
Nombre d'activités de gestion (financière, achats, etc.) menées conjointement par les agences de mise en œuvre pour les PC du F-OMD	10	4	Rapports techniques et financiers	Rapports trimestriels
Nombre d'analyses conjointes (études, diagnostic) menées dans le cadre du PC du F-OMD	10	6	Rapports	Rapports périodiques
Nombre de missions et d'analyses menées conjointement par les agences de mise en œuvre pour les PC du F-OMD	3	5	Rapports de mission	Rapports périodiques

Veillez fournir des informations additionnelles étayant les valeurs des indicateurs (en 250 mots) Essayez de décrire des faits qualitatifs et quantitatifs en évitant les interprétations ou les opinions personnelles.

Certains indicateurs qui avaient été élaborés durant la formulation du programme se sont avérés non renseignables. Ces indicateurs ont été soit revus soit reformulés.

b. Efficacité du développement: Déclaration de Paris et Programme d'Action d'Accra

Les partenaires du gouvernement et autres partenaires de la mise en œuvre nationale sont-ils engagés dans la mise en œuvre des activités et la production des résultats?

- Pas engagés
- Quelque peu engagés
- Assez engagés
- Pleinement engagés

Dans quel genre de décisions et d'activités les partenaires du gouvernement sont-ils engagés? Veuillez cocher la(es) réponse(s) adaptée(s)

- Politique/prise de décisions
- Gestion: budget Achats Fourniture de services
- Autres, spécifiez:

Qui dirige et/ou préside le CGP et combien de fois s'est-il réuni ?

Institution dirigeant et/ou présidant le CGP __MEDD_____ Nombre de réunions. 8

La Société Civile et/ou le Secteur privé sont-ils engagés dans la mise en œuvre des activités et la production des résultats?

- Pas engagés
- Quelque peu engagés
- Assez engagés
- Pleinement engagés

Dans quel genre de décisions et d'activités sont-ils engagés? Veuillez cocher la(es) réponse(s) adaptée(s)

- Politique/prise de décisions
- Gestion: budget Achats Fourniture de services
 Autres, spécifiez:

Les citoyens sont-ils engagés dans la mise en œuvre des activités et la production des résultats?

- Pas engagés
 Quelque peu engagés
 Assez engagés
 Pleinement engagés

Dans quel genre de décisions et d'activités les citoyens sont-ils engagés? Veuillez cocher la(es) réponse(s) adaptée(s)

- Politique/prise de décisions
- Gestion: budget Achats Fourniture de services
 Autres, spécifiez:

Où est logée l'Unité de gestion du Programme?

- Gouvernement National Gouvernement Local
 Agence des NU Seul Autre, spécifiez

Sur la base de vos réponses précédentes, décrivez brièvement la situation actuelle du gouvernement, de la société civile, du secteur privé et des citoyens en termes d'appropriation, de conformité et de responsabilité mutuelle des programmes conjoints et donnez des exemples

Le Gouvernement a mis en place des CPR dans les zones cibles pour le suivi de la mise en œuvre au niveau local. Celles-ci ont identifié les sites d'interventions du PC. Les populations sont organisées en comité villageois dans les zones d'interventions du PC. Dans certains sites (Diawlé Hamdalaye...) l'intérêt des réalisations suscite des visites et des duplications voir des extensions sont envisagées par d'autres partenaires ONG et PTF.

c. Communication et Plaidoyer

Le PC a-t-il articulé une stratégie de communication et de plaidoyer qui aide à l'avancement de ses objectifs et du développement de ses résultats? Si pertinent, veuillez brièvement expliquer dans une pièce jointe les objectifs, éléments clés et public cible de cette stratégie (max. 250 mots)

- Oui Non

Veuillez fournir une brève explication des objectifs, éléments clés et de l'audience ciblée par cette stratégie (max. 250 mots).

Le PC envisage réaliser un film sur les réalisations du PC. Dans le cadre du plan de communication du PC une visite de terrain, du 15 au 17 Décembre 2010, a été organisée au profit de 9 journalistes. Radio France International a diffusé 2 reportages sur Diawlé et le PND. Par ailleurs, L'UNESCO a préparé un document de vulgarisation du projet de reboisement des mangroves et de ses retombées. Un DVD a été réalisé à cet effet sur les deux sites de reboisement à la marre de Birette et à El Gahra. Par ailleurs, une équipe journalistique a pu suivre la campagne de reboisement à El Gahra.

Quels apports concrets les efforts de plaidoyer et de communication mentionnés dans le PC et/ou les stratégies nationales contribuent à leurs réalisations

- Augmenter la sensibilisation entre les citoyens et les gouvernements en rapport aux questions liées aux OMD.
- Augmenter le dialogue entre citoyens, la société civile, le gouvernement national local en rapport aux pratiques et politiques de développement.
- Politique nouvelle/adoptée et législation promouvant l'avancement des OMD et autres objectifs connexes.
- Établissement et/ou lien avec les réseaux sociaux promouvant l'avancement des OMD et autres objectifs connexes.
- Moments clés/manifestations de mobilisation sociale qui soulignent ses questions.
- Promotion via les médias et plaidoyer
- Autres (utilisez la case ci-dessous)

Quel est le nombre et type de partenariats ayant été établis entre les différents secteurs de la société afin de promouvoir la réalisation des OMD et autres objectifs connexes?

- | | |
|---|------------|
| <input checked="" type="checkbox"/> Organisations religieuses | Nombre 3 |
| <input type="checkbox"/> Réseaux sociaux/coalitions | Nombre |
| <input checked="" type="checkbox"/> Groupes locaux de citoyens | Nombre 146 |
| <input checked="" type="checkbox"/> Secteur Privé | Nombre 4 |
| <input checked="" type="checkbox"/> Institutions académiques | Nombre 1 |
| <input checked="" type="checkbox"/> Groupes de média/journalistes | Nombre 9 |
| <input type="checkbox"/> Autres (utilisez la case ci-dessous) | Nombre |

- Avec les institutions locales 2 nouveaux comités villageois ont été formés
- Avec les autres programmes similaires dans les localités cibles
- Un groupe de 9 journalistes a visité quelques sites d'interventions du programme conjoint en Décembre 2010

Quelles activités de promotion le programme met-il en œuvre pour s'assurer que la population locale ait accès adéquat aux informations sur le programme et sur les opportunités découlant d'une participation active à sa réalisation?

- Discussions de groupes focaux
- Enquêtes sur les ménages
- Utilisation des moyens de communication locaux tels que la radio, les troupes de théâtre, les journaux, etc.
- Forum de réunions ouvertes au public
- Renforcement des capacités/Formations
- Autres

Réunions de sensibilisation et d'information

Section III: Objectifs de Développement du Millénaire

a. Objectifs de Développement du Millénaire

Le principal objectif du F-OMD est de contribuer à l'avancement vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement dans le monde. Cette sous-section sert à recueillir les données et les informations sur la contribution des programmes conjoints à un ou plusieurs objectifs et cibles du Millénaire pour le développement.

À cette fin, le secrétariat a développé une matrice dans laquelle vous devez relier les résultats de votre programme conjoint à un ou plusieurs cibles et objectifs du Millénaire pour le développement. Cette matrice doit être interprétée de gauche à droite. Dans un premier temps, vous devez y indiquer en quoi chaque résultat du PC contribue à un ou plusieurs OMD. Une fois ces liens établis, ils doivent être approfondis en reliant chaque résultat du programme conjoint à un ou plusieurs OMD. Dans un troisième temps, vous devez estimer le nombre de bénéficiaires atteints par le PC pour chaque résultat spécifique. Enfin, vous devez sélectionner les indicateurs les plus adaptés dans le cadre de S&E de votre programme conjoint pour mesurer les cibles du Millénaire sélectionnées. Voir l'exemple ci-dessous.

OMD	Résultat du Programme Conjoint	Cible OMD	Indicateurs OMD	Indicateur de PC
OMD 1 Eradiquer l'extrême pauvreté et la faim	<p>Effet 1 composante 1 produit 1 : les écosystèmes des zones ciblées par le programme sont restaurés et les revenus des communautés améliorés et diversifiés</p> <p>Effet 1 composante 2 produit 5 : amélioration des capacités des populations et OSC par une gestion participative des ressources en eau et environnement pour augmenter les revenus</p>	<p>Cible 1 : réduire de moitié d'ici 2015 la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour</p>	<p>Proportion de la population disposant de moins d'un dollar par jour en parité du pouvoir d'achat</p> <p>Part du cinquième le plus pauvre de la population dans la consommation nationale</p> <p>Profondeur de la pauvreté</p> <p>Taux de chômage des 15 à 24 ans en milieu urbain</p>	<p>Revenus tirés de la valorisation/commercialisation des sous produits forestiers et maraîchers à la fin du programme</p> <p>Nombre de coopératives villageoises et autres formes d'organisations communautaires développant des AGR dans les zones d'intervention (mangrove, forêts classées, zones sylvo pastorales, forêts de gommiers) formés et opérationnels à la fin du programme</p> <p>Nombre de ménages ayant enregistré une amélioration des revenus</p>

	Résultat du Programme Conjoint	Cible OMD	Indicateur OMD	Indicateur de PC
OMD 7 : Assurer un environnement durable	Effet 2 produit 3 : renforcement des capacités nationales pour une meilleure gestion de la problématique environnement – pauvreté	Cible 9. Intégrer les principes du développement durable dans les politiques nationales et veiller à la préservation de la biodiversité en inversant la tendance à la déperdition des ressources environnementales	Superficie de terres protégées pour préserver la biodiversité Taux d'émission de dioxyde de carbone Proportion de zones forestières par rapport au territoire national	Nombre de forêts classées gérées de manière participative Superficie de forêt et mangroves protégées et conservées
	Effet 1 composante 2 produit 4 : les populations des communes ciblées appuyées par les structures techniques décentralisées de l'administration ont un accès durable à l'eau potable à des conditions d'assainissement adéquate et adoptent de bonnes pratiques d'hygiène	Cible 10. Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, le pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau de boisson salubre et à un meilleur système d'assainissement	Proportion de la population ayant accès de façon durable à une source d'eau meilleure Proportion de la population ayant accès à un meilleur système d'assainissement	% de population ayant accès à l'eau potable %de population ayant accès à un meilleur système d'assainissement

Commentaires explicatifs additionnels

Veillez indiquer toute information et contribution pertinente du programme pour les OMD, tant au niveau national que local.

Le programme contribue à la réalisation de l'OMD 7 et l'OMD 1. Au niveau national, le programme contribue à travers l'effet 2 au renforcement des capacités nationales pour une meilleure prise en compte de l'environnement dans les politiques. Au niveau local, l'effet 1 participe à une meilleure gestion des ressources naturelles, meilleur assainissement et conditions d'hygiène, contribuant ainsi à la réduction de la pauvreté.

Veillez indiquer tous autres commentaires ou données que vous souhaitez communiquer au Secrétariat du F-OMD.

- Plaidoyer pour l'extension des fonds jusqu'à 2015 date butoir pour les OMDs,
- Plus d'appui et de visites des pays « focus country »
- Transfert rapide des fonds
- Faciliter des échanges d'expériences entre les programmes conjoints similaires dans d'autres pays

1. Élaboration et prise en compte systématique de politiques liées à l'environnement et au changement climatique

1.1. Nombre de secteurs ou de lois, de politiques et de plans intégrés bénéficiant de l'appui du programme conjoint : Applicable Non applicable. Si tel est le cas, veuillez passer directement à la section 2.

<input checked="" type="checkbox"/> Gestion de l'environnement				<input checked="" type="checkbox"/> Changement climatique			
<input checked="" type="checkbox"/> Politiques	Nombre	à l'échelon national	1	Nombre	à l'échelon local	3	
<input type="checkbox"/> Lois							
<input checked="" type="checkbox"/> Plans	Nombre	à l'échelon national	1	Nombre	à l'échelon local	12	
	Nombre	à l'échelon national		Nombre	à l'échelon local		

1.2. Veuillez fournir brièvement des informations contextuelles sur la loi, la politique ou le plan et sur le pays / la municipalité dans lequel ou laquelle l'élément concerné est (ou sera) mis en œuvre (ligne de base, étape d'élaboration et approbation, impact potentiel) :

Dans le cadre de la révision du cadre stratégique de lutte contre la pauvreté 2011-2015, l'ensemble des études stratégiques qui ont été produites dans le cadre de ce programme ont été valorisés. A cet égard, l'axe développement durable a pris en compte l'aspect environnement dans la gouvernance. Les évaluations stratégiques et outils ont permis de donner plus d'argumentaire pour une meilleure prise en compte de l'environnement dans les politiques stratégiques, plans et programmes. Au niveau local, l'agenda 21 permet de définir les plans locaux de développement. Dans le secteur de l'eau des dispositions réglementaires ont été prises pour la mise en place d'un cadre favorable à la bonne gestion des ressources en eau.

1.3. Secteur sur lequel la/les loi(s), politique(s) ou plan(s) est/sont focalisé(e)s

- Conservation de la nature
- Gestion de l'eau
- Assainissement
- Gestion durable des ressources naturelles
- Changement climatique : Adaptation Atténuation
- Autre (veuillez spécifier) :

Remarques
Activités Génératrices de Richesses

1.4. Nombre de citoyens et/ou d'institutions directement touché(e)s par la/les loi(s), politique(s) ou plan(s)

<input checked="" type="checkbox"/> Citoyens	Nombre total 80% pop	Nombre en zone urbaine	Nombre en zone rurale
<input checked="" type="checkbox"/> Institutions publiques nationales	pauvres	Nombre en zone urbaine	Nombre en zone urbaine
<input checked="" type="checkbox"/> Institutions publiques locales	Nombre total 5	Nombre en zone urbaine	Nombre en zone rurale
<input type="checkbox"/> Institutions du secteur privé	Nombre total 35	Nombre en zone urbaine	Nombre en zone rurale
	Nombre total		

1. Élaboration et prise en compte systématique de politiques liées à l'environnement et au changement climatique

<p>1.5. ²Budget de l'État alloué aux questions liées à l'environnement³ avant la mise en œuvre du Programme conjoint</p> <p>Budget national : 4,334 million USD en 2007 pour le secteur Total budget(s) local (locaux) : nd dollars des EU <i>(dans les localités où le Programme conjoint est mis en œuvre) budget non défini.</i></p>	<p>Remarques Ce budget ne concerne que l'année 2007 date de finalisation du programme conjoint</p> <p>A cause de la nomenclature il est difficile de spécifier le montant alloué à l'environnement au niveau</p>
<p>1.6. Variation (%) du budget de l'État alloué aux politiques ou programmes liés à l'environnement depuis le début du programme jusqu'à présent :</p> <p>Budget national : 8 % Global 0 % Mis en place à la faveur du Programme conjoint</p> <p>Budget local : 0 % Global 0 % Mis en place à la faveur du Programme conjoint</p>	<p>Remarques Aucune contribution directe de l'Etat dans le programme conjoint. Néanmoins l'Etat facilite les synergies avec les autres programmes dans les zones cibles.</p>
<p>1.7. Budget de l'État alloué aux questions liées au changement climatique avant la mise en œuvre du Programme conjoint</p> <p>Budget national : 3 500 000 dollars des EU Total budget(s) local (locaux) : nd dollars des EU <i>(dans les localités où le Programme conjoint est mis en œuvre)</i></p>	<p>Remarques Cette année le gouvernement a alloué un montant de 3 500 000 USD pour la protection de Nouakchott. Le budget 2010 alloué à l'Environnement n'atteindrait pas 1% du budget National. Malheureusement il est difficile de spécifier le montant au niveau local</p>
<p>1.8. Variation (%) du budget de l'État alloué au changement climatique depuis le début du programme jusqu'à présent :</p> <p>Budget national : nd % Global 0 % Mis en place à la faveur du Programme conjoint</p>	<p>Remarques Un important programme sur les Changements Climatiques a été lancé par le gouvernement pour la protection de la ville de Nouakchott.</p>

Pour les indicateurs 1.5, 1.6, 1.7 et 1.8, le Secrétariat reconnaît les difficultés potentielles pour obtenir les informations requises. Par conséquent, si ces données sont indisponibles, veuillez en fournir la meilleure estimation possible. L'information requise porte sur l'exercice budgétaire afférent au rapport de surveillance

³ Les questions liées à l'environnement se réfèrent au budget alloué à la gestion et la conservation des ressources naturelles.

2. Capacités institutionnelles renforcées en matière de gestion environnementale et participation accrue de la société civile

2.1. Nombre de Km² de terres nouvellement aménagées en vertu d'un plan de ressources naturelles appuyé par le Programme conjoint Applicable Non applicable Si tel est le cas, veuillez passer directement à la section 2.4.

Par habitat⁴ :

<input type="checkbox"/> Forêt tropicale	Km ²	<input checked="" type="checkbox"/> Zones humides / marais	Km ² 0,8
<input type="checkbox"/> Forêt tempérée	Km ²	<input type="checkbox"/> Régions rocheuses	Km ²
<input type="checkbox"/> Savane	Km ²	<input checked="" type="checkbox"/> Désert	Km ² 6
<input type="checkbox"/> Sous-bois	Km ²	<input type="checkbox"/> Mer / océans	Km ²
<input type="checkbox"/> Prairie	Km ²	<input checked="" type="checkbox"/> Terres artificielles (pâturages, terres arables, etc.)	Km ² 6,9

2.2 Nombre d'institutions, de fonctionnaires et de citoyens formés par le Programme conjoint pour une prise de décision éclairée sur les questions liées à l'environnement (à l'exclusion du changement climatique) :

Non applicable

- Institutions publiques
- Institutions du secteur privé
- ONG / Organisations communautaires
- Fonctionnaires
- Citoyens

Nombre total 5 Ministères

Nombre total

Nombre total 29 ONG

Nombre total 65 Fonctionnaires

Nombre total 192 (Qui appartiennent à 98 Comités villageois)

Femmes 15

Femmes 96

Hommes 50

Hommes 96

2.3. Nombre de citoyens appuyés par le Programme conjoint ayant réussi à se rassembler au sein d'organisations afin de participer efficacement aux initiatives liées à la gestion des ressources naturelles :

Applicable Non applicable

⁴ Catégories de l'Union Internationale pour la conservation de la nature et des ressources naturelles

2. Capacités institutionnelles renforcées en matière de gestion environnementale et participation accrue de la société civile

2.4. Nombre de mécanismes réussis destinés à rémunérer les services fournis en matière d'environnement ayant été encouragés par le Programme conjoint Non applicable

Nombre total 10

Nombre de bénéficiaires : 137 800

Secteurs d'application :

- Protection des forêts
- Gestion de ressources de l'eau
- Pollution

Source de financement :

- MDGF
- Fonds public
- ONG
- Organisation internationale
- Autre :

2.5. Le Programme conjoint a-t-il eu un impact sur l'élaboration de politiques locales et nationales ou de réglementations reconnaissant la rémunération de services fournis par l'écosystème comme un outil de gestion de l'environnement, et le cas échéant, de quelle manière ?

Le programme conjoint à travers son effet 2 a mis en exergue l'importance des services éco-systémiques pour le bien être des populations. Les évaluations intégrées des écosystèmes ont permis d'éclairer les bienfaits des écosystèmes. D'autres outils comme les évaluations économiques ont permis de renforcer les arguments pour la formulation des politiques environnementales et les stratégies nationales d'une manière générale.

3 AGENDAS 21 ont été produits grâce au Programme conjoint. Les évaluations environnementales ont été réalisées pour 4 secteurs clés. La présentation de ces résultats aux parlementaires a suscité une de leur recommandation qui va dans le sens de la réalisation d'une évaluation stratégique pour le secteur minier

3. Adaptation et atténuation liées au changement climatique et élaboration des capacités institutionnelles en la matière

3.1 Nombre de Km² et type d'habitat couverts par les mécanismes et/ou les actions menées en faveur de l'adaptation au changement climatique (mises en œuvre grâce à l'appui du programme conjoint) :

Applicable Non applicable

Forêt tropicale Km²
 Forêt tempérée Km²
 Savane Km²
 Sous-bois Km

Prairie Km²
 Zones humides / marais Km² 0,8
 Régions rocheuses Km²
 Désert Km² 6
 Terres artificielles (pâturages, terres arables, etc.) Km² 6,9

3.2 Mesures d'adaptation appuyées par le Programme conjoint destinées à traiter les questions liées au changement climatique suivantes : Applicable Non applicable

<input checked="" type="checkbox"/> Dégradation des terres	<input checked="" type="checkbox"/> Changement dans la dynamique des espèces natives	<input checked="" type="checkbox"/> Variations pluviométriques
<input type="checkbox"/> Diminution de la fertilité des sols	<input checked="" type="checkbox"/> Incendies de forêt	<input checked="" type="checkbox"/> Augmentation du niveau de la mer
<input checked="" type="checkbox"/> Pollution atmosphérique	<input checked="" type="checkbox"/> Sécheresses, tempêtes / inondations	<input checked="" type="checkbox"/> Acidification anthropique

3.3 Sur la base des données disponibles, quels sont les améliorations, en termes de bien-être, ressenties par les populations à la faveur des mesures d'adaptation appuyées par le Programme conjoint ?⁵:

Santé
 Vulnérabilité (par rapport aux catastrophes naturelles)
 Amélioration des moyens de subsistance
 Autre

3.4 Nombre d'individus et d'institutions ayant bénéficié d'un renforcement des capacités afin de s'adapter au changement climatique ou d'atténuer l'impact de ce

⁵ Cet indicateur requiert l'utilisation d'informations de base présentant une variation mesurable. Si de telles données ne sont pas disponibles, le Secrétariat recommandera leur collecte de manière à compléter cet indicateur d'impact pour la prochaine période à prendre en compte dans l'établissement du rapport.

dernier : Applicable Non applicable

Adaptation

Atténuation

Institutions publiques

Institutions du secteur privé

Fonctionnaires

Citoyens

Nombre total 5

national et 35 niveau
local

Nombre total

Nombre total

Nombre total

Femmes 7

Femmes

Hommes 28

Hommes

3.5 Interventions financée par le Programme conjoint visant au renforcement des capacités des individus et des institutions pour l'adaptation au changement climatique ou l'atténuation de l'impact de celui-ci : Non applicable

Adaptation Atténuation

Renforcement des capacités Équipement Transfert des connaissances

3. Adaptation et atténuation liées au changement climatique et élaboration des capacités institutionnelles en la matière

3.6 Nombre de projets inscrits au titre du Mécanisme pour un développement propre (MDP) destinés à atténuer l'impact négatif du changement climatique : Non applicable

Émissions de CO₂ capturés grâce à des mesures de conservation

Nombre total

Réduction des émissions de CO₂ par le biais de l'utilisation d'énergies renouvelables

Nombre total

Réduction des émissions de CO₂ par le biais de l'utilisation de technologies propres

Nombre total